

A dresse à la nation du premier ministre du Québec, M. Jacques Parizeau, à l'occasion de l'émission des brefs référendaires, Québec, 1^{er} octobre 1995.

Chères Québécoises, chers Québécois,

Aujourd'hui, j'ai signé le décret qui fixe la date du référendum. Chacun et chacune d'entre nous sera convié, le lundi 30 octobre, à poser un des gestes les plus importants de notre vie. Il s'agit de dire ce que nous voulons être, à nos yeux, aux yeux de nos enfants, et à la face du monde.

Choisir la souveraineté, pour un peuple, c'est toujours un moment important. Décider de se prendre en main, pleinement. Décider de faire nous-mêmes toutes nos lois et les adapter à nos valeurs et à nos besoins, sans demander de permission aux autres. Décider de prélever nous-mêmes tous nos impôts et de les dépenser selon nos priorités. Décider, surtout, de ne plus être une minorité dans le pays de nos voisins anglophones, mais une majorité dans notre propre pays. Affirmer une fois pour toute notre langue et notre culture, francophone d'Amérique. Bref, enfin être nous-mêmes, tout simplement.

Il y a quelque chose d'un peu absurde, en cette fin de siècle, dans le refus de nos voisins de reconnaître notre existence comme peuple. Dans leur refus de nous traiter autrement qu'une province comme les autres. Dans leur refus d'accepter même d'inscrire dans leur constitution que nous formons une société distincte. Il est navrant que le premier ministre du Canada se moque de nous, comme il l'a fait il y a deux semaines, en expliquant qu'être distinct, c'est de parler anglais avec un accent.

En gros, il y a deux avenir en jeu, le 30 octobre : notre avenir collectif, en tant

que peuple, et notre avenir individuel : la qualité de nos vies et celle de nos familles.

Nos vies vont être très affectées ces prochaines années, à cause de l'endettement du fédéralisme. Le chef du camp du Non, M. Daniel Johnson, l'a lui-même très bien expliqué : la dette du fédéral a été créée à coups de 30 milliards de dollars par année, essentiellement parce qu'à Ottawa, des gens comme Jean Chrétien se sont mêlés de nos affaires et ont dépensé, à crédit, l'argent que personne n'avait.

Aujourd'hui ça ne peut plus continuer. Alors à Ottawa, M. Chrétien dit : il faut couper. C'est inévitable, c'est vrai, mais couper où ? Il faut faire des choix.

Si on vote Non, on va SUBIR les choix des autres. Si on vote Oui, on fera aussi un effort collectif, c'est certain. Mais on pourra INVESTIR nos efforts dans nos choix, nos priorités, conformément à nos besoins et à nos valeurs.

Jean Chrétien et le camp du Non ont indiqué ces derniers jours ce qu'ils ont choisi, eux : si on vote Non, on subira leur choix de couper les pensions des nouveaux retraités – à quand la coupure de celles des retraités actuels ? ; ils ont choisi de réduire ou d'enlever les prestations d'assurance-chômage à beaucoup de gens, surtout aux femmes et aux jeunes ; ils ont choisi d'imposer au Québec les plus grandes coupures budgétaires de notre histoire. D'une part, ils coupent le financement dans la santé, dans les garderies et les études supérieures, mais d'autre part ils se servent de nos impôts pour construire des mégaprojets de luxe, comme Hibernia à Terre-Neuve et un pont d'un milliard de dollars à l'Île-du-Prince-Édouard.

C'est leur choix. Des choix qui nous échappent, à nous Québécois. Ça se décide à Ottawa, où nous sommes, de plus en plus, une minorité.

Si on vote Oui, par contre, ça devient possible de choisir, nous-mêmes, comment on va gérer. Comment on va se répartir l'effort collectif. Si c'est Oui, nous, nous avons déjà choisi : nous avons choisi de protéger les pensions de retraite actuelles et futures à leur niveau d'aujourd'hui. C'est notre choix. Nous avons choisi de protéger l'accès des jeunes au cégep et à l'université. C'est notre choix. Nous avons choisi, aussi, de ne pas confisquer les prestations auxquelles les jeunes et les femmes ont droit. Nous avons choisi d'assurer la continuité des programmes pour les enfants, de simplifier et d'améliorer la politique familiale.

Pour faire nos choix, où prendrons-nous l'argent ? D'abord, si c'est Oui, on va récupérer les 28 milliards de dollars qu'on envoie à chaque année en taxes et en impôts au Canada. Ensuite, on va économiser presque trois milliards de dollars qui sont actuellement gaspillés en raison des doublons entre les deux gouvernements. On va enfin pouvoir décider de notre investissement en recherche et en développement. Depuis toujours, le Québec n'a pas sa juste part de ces dépenses, qui créent de l'emploi.

Mais ça ne suffira probablement pas. Il faudra faire d'autres choix. Est-ce qu'on pourra décider de réduire les largesses faites aux compagnies milliardaires ? Décider de réformer la fiscalité pour que chacun paie sa juste part ? Décider de s'assurer que les impôts sur les profits des grandes entreprises ne disparaissent pas dans d'étranges abris fiscaux ? Décider de faire économiser à chaque citoyen, à chaque entreprise et à l'État, des centaines de millions de dollars et des millions d'heures de tracasseries parce qu'on abolira, d'un coup, la moitié de la paperasse – parce qu'on ne remplira plus qu'un seul rapport d'impôt ?

Si la réponse est Oui, le 30 octobre, tout ça devient possible.

Mais est-ce que les taux d'intérêts vont monter ? Est-ce qu'après un Oui, ça coûtera plus cher pour acheter une maison, ou une automobile ? Les gens du Non essaient de nous le faire croire. Je dirais deux choses très simples, là-dessus.

Il y a deux semaines, quelqu'un qui est spécialisé dans ces questions-là l'a expliqué clairement. Le président de la Société des prêts hypothécaires de la Banque de Montréal, M. Tom Alton, a expliqué qu'il n'y avait aucune raison de croire que les taux d'intérêt monteraient après un Oui. Aucune raison. Tout de suite, la direction de la Banque lui a interdit de répéter ça jusqu'au référendum. Pourquoi le cacher ?

Au sujet des lendemains économiques d'un Oui, moi, en tant qu'ancien ministre des Finances, je suis d'accord avec l'évaluation qu'en faisait l'ex-banquier Michel Bélanger lorsqu'il était président de la commission Bélanger-Campeau. Il disait : « Il y aura des petits soubresauts, mais pas des choses qui seraient particulièrement différentes d'autres petits soubresauts qui se produisent sous d'autres régimes. »

Pourquoi ? Parce que le Québec est la 16^e économie la plus riche au monde. Nos ressources, nos épargnes et nos investissements, la compétence de nos travailleurs, de nos cadres et de nos entreprises, c'est du solide. Rien ne peut changer ça.

Surtout, nous on pense qu'un Oui, ça libérera les énergies, ça déclenchera une deuxième Révolution tranquille.

Par exemple, après un Oui, ça devient possible de mettre en œuvre, d'urgence, une stratégie nationale de création d'emplois. Comme province, nous n'avons pas tous les outils pour en faire une. Mais, dès que c'est Oui, il est possible de miser sur notre formidable capacité de concertation entre nos patrons, nos travailleurs, nos

coopératives, nos villes et nos régions. Ça devient possible, aussi, d'organiser une véritable décentralisation des pouvoirs et des ressources, pour l'emploi.

Beaucoup d'autres pays qui nous ressemblent par la taille de leur population, mais qui ont une économie moins riche que la nôtre, réussissent à faire baisser le chômage en quelques années grâce à la concertation. Pourquoi pas nous ? Si c'est Oui, on pourra s'y mettre.

Autre exemple : la situation du français est excellente dans presque toutes les régions du Québec. Mais ce n'est pas le cas à Montréal. D'ici 25 ans, la majorité des Montréalais ne seront plus des francophones. En tant que province, le Québec a épuisé tous les moyens à sa disposition.

Alors si on vote Non, on se condamne à assister, sans rien pouvoir faire, au déclin du français dans notre métropole. Si c'est Oui, ça devient possible de contrôler complètement notre politique d'immigration. Surtout, si c'est Oui, nos futurs immigrants vont savoir qu'ils viennent dans un pays distinct, par sa langue et sa culture francophone. Ça va faire toute une différence, dans leur attitude, et dans la nôtre.

On sait que le Québec a été construit et enrichi par des gens qui sont venus de presque partout. C'est une bonne chose et on veut que ça continue, tout en assurant notre sécurité linguistique.

Cette question de langue m'amène à vous parler du deuxième grand enjeu de notre vote du 30 octobre. On vient de voir comment ce vote peut améliorer nos vies, nos emplois, nos finances, notre langue – comment il peut protéger nos acquis sociaux et déclencher une seconde Révolution tranquille.

Mais il y a plus que ça. Finalement, il faut décider si on dit à nos voisins et au monde entier qu'on existe. Si on vote Non, le 30 octobre, on leur dit : vous avez

raison de nier notre existence, vous avez raison de rejeter nos revendications. Car si on vote Non, on s'enlève tout notre pouvoir de négociation. Tout notre rapport de force.

C'est triste à dire mais, si on vote Non, on remet notre avenir entre les mains de gens qui ont consacré leur carrière à faire reculer le Québec. En 1980, après le Non, Jean Chrétien a fait reculer le Québec. À l'époque, ça en avait surpris plusieurs, dont M. Johnson. Cette fois-ci, il y a une différence : cette fois-ci, on est avertis d'avance.

Dans le sens inverse, le premier ministre de l'Ontario a dit qu'il avait l'intention, non seulement de reconnaître le Québec, mais de nous considérer à égalité avec les États-Unis. Ça faisait longtemps qu'on n'avait pas entendu une telle marque de respect, de la part du Canada anglais. Imaginez : traiter le Québec d'égal à égal, avec les égards dus aux États-Unis d'Amérique. Pourquoi a-t-il dit ça ? Parce qu'en Ontario, des centaines de milliers d'emplois dépendent de nous, les Québécois. Nous sommes un de leurs meilleurs clients. Nous avons, comme disent les épiciers, un très gros « pouvoir d'achat ». Et vous savez : dans l'expression « pouvoir d'achat », il y a le mot « pouvoir ».

Que faut-il faire pour obtenir ce respect ? Voter Oui. Devenir souverain. Là, ça devient possible.

Nous sommes de gros clients, et nous sommes de gros vendeurs. Je le dis depuis au moins dix ans : le Québec souverain continuera à faire des affaires normalement avec ses voisins. Il n'en tient qu'à nous de garder le dollar canadien. Nous n'avons pas de permission à demander. Avec les nouveaux accords internationaux du commerce, nous sommes protégés contre une éventuelle mauvaise humeur de nos voisins. Le libre-échange nord-américain, comme l'a dit M. Chrétien, est

une force « irrésistible ». Les Québécois, qui en sont les plus enthousiastes promoteurs, en feront toujours partie. Personne ne le conteste.

Il était d'ailleurs intéressant d'entendre le ministre fédéral des Finances avouer cette semaine : « qu'évidemment, le Canada s'assoierait avec le Québec » souverain, pour négocier. Il était intéressant d'entendre la ministre Robillard dire qu'évidemment, le Canada signerait une entente commerciale avec le Québec. Nous sommes tous d'accord : c'est inévitable, c'est incontournable et ça suffirait largement pour préserver notre accès à l'espace économique canadien.

Mais nous, du camp du Oui, du camp du changement, allons plus loin. Depuis un an, les Québécois ont exprimé leur désir de garder, si possible, des rapports particuliers avec le Canada. Ils veulent que le Québec de demain soit le Québec de la main tendue, le Québec du bon voisinage. Le 12 juin dernier, M. Lucien Bouchard, M. Mario Dumont et moi-même avons traduit cette volonté des femmes et des hommes du Québec dans une entente que nous avons signée.

Après un Oui, l'Assemblée nationale aurait le mandat de réaliser la souveraineté du Québec. Mais avant – c'est notre engagement – le Québec va prendre le temps de faire une offre, formelle, au Canada. Une offre de partenariat économique et politique qui ira au-delà du simple maintien de l'espace économique. Une offre qui dira : arrêtons de nous chicaner sur les sujets qui nous divisent et travaillons ensemble sur les sujets qui nous unissent.

Ça signifie qu'après un Oui, on va prendre le temps de négocier dans l'ordre,

sans précipitation, avec une attitude flexible et ouverte, et en représentant l'intérêt de tous les Québécois.

Le texte de l'offre de partenariat, nous l'avons envoyé dans chaque foyer du Québec. On le trouve dans cette petite brochure, qui explique clairement et précisément ce qui se passera après un Oui. Lisez-là, discutez-en, et si vous avez des questions, appelez le comité du Oui de votre localité.

La décision que vous prendrez dans le secret de l'isoloir le 30 octobre, elle vous appartient à vous seuls. Chacune et chacun d'entre vous avez un devoir envers vous-mêmes, envers ceux qui nous ont précédés et qui ont défendu et bâti le Québec ; un devoir surtout envers les jeunes du Québec.

En 1980, avec René Lévesque, nous avons eu une première occasion de faire ce choix. Depuis 15 ans, il s'est passé beaucoup de choses. On voit mieux les enjeux, et, maintenant, nous avons une seconde chance. Ce n'est pas donné à tous les peuples, une seconde chance.

Personne ne peut prédire l'avenir, mais il est possible que le 30 octobre soit notre dernier rendez-vous collectif. Ensuite, de province comme les autres, nous deviendrons peut-être des individus comme les autres. Et à la fin, il est possible que l'histoire donne raison à M. Chrétien : notre seule différence, ce sera de parler anglais, avec un accent.

Alors vous voyez, dans cinq, dix ou vingt ans, nous devons pouvoir dire à nos enfants et à nos petits-enfants : « Moi, le 30 octobre 1995, à l'heure du choix, j'y étais. J'avais bien réfléchi et j'ai pris la bonne décision pour notre avenir. »

Source : Cabinet du premier ministre, Notes pour l'adresse.